



HAL
open science

Palestine. Le nationalisme, secret du religieux

Nicolas Dot-Pouillard

► **To cite this version:**

Nicolas Dot-Pouillard. Palestine. Le nationalisme, secret du religieux. Olivier Da Lage. L'essor des nationalismes religieux, Démopolis, pp.37-53, 2018. halshs-01954077

HAL Id: halshs-01954077

<https://shs.hal.science/halshs-01954077>

Submitted on 13 Dec 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Palestine

Le nationalisme, secret du religieux

Nicolas Dot-Pouillard est Political Advisor au Center for Humanitarian Dialogue (HD), et chercheur associé à l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo), à Beyrouth. Il est notamment l'auteur de *Tunisie. La révolution et ses passés* (Iremmo/L'Harmattan, 2013), *De la théologie à la libération. Histoire du Jihad islamique palestinien* (avec Wissam Alhaj et Eugénie Rébillard, La Découverte, 2014), et de *La mosaïque éclatée. Histoire du mouvement national palestinien. 1993-2016* (Éditions Acte sud et Institut des études palestiniennes, 2016). En novembre 2017, il a publié avec Marie Kortam une étude sur la jeunesse palestinienne au Liban pour le Norwegian People's Aid (NPA) : *Future Without Hope ? Palestinian Youth in Lebanon Between Marginalization, Exploitation and Radicalization*.

Nicolas Dot-Pouillard

En janvier 2006, le Hamas (Mouvement de la résistance islamique) gagne les élections législatives palestiniennes – il avait boycotté un premier scrutin législatif dans les Territoires occupés (TO), dix ans plus tôt. Le Fatah du défunt président Yasser Arafat, décédé en novembre 2004, est depuis concurrencé par un mouvement islamiste idéologiquement proche des Frères musulmans¹. Certes, en 2018, le Fatah tient encore les rênes de l'Autorité nationale palestinienne (ANP), embryon d'un futur et hypothétique État palestinien, en Cisjordanie. Mais le Hamas est fermement installé dans la bande de Gaza. A la coupure géographique de Territoires palestiniens qui n'ont pas de continuité territoriale est venue se superposer une division entre adversaires politiques. En mars 2005, le Hamas et le Fatah signent, au Caire, un accord de réconciliation promettant une réforme de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) : mais treize ans plus tard, l'antagonisme entre les deux mouvements est toujours de mise.

Cet antagonisme n'est pas réductible à une opposition entre des « *laïcs* » et des « *religieux* ». Certes, la fondation du Hamas et du Mouvement du Jihad islamique en Palestine (MJIP²) dans les années 1980 est contemporaine d'un moment historique où un « *parler musulman*³ » s'est imposé au politique, sous les effets de la révolution

¹ Les Frères musulmans, mouvement islamique transnational, ont été fondés en Égypte en 1928 par Hassan al-Banna (1906-1949).

² Le Mouvement du Jihad islamique en Palestine (MJIP) est la seconde organisation islamiste palestinienne, derrière le Hamas. Sur l'histoire du MJIP, voir Wissam Alhaj, Nicolas Dot-Pouillard et Eugénie Rébillard, *De la théologie à la libération. Histoire du Jihad islamique palestinien*, Préface de Olivier Roy, La Découverte, Paris, 2013.

³ François Burgat, « Les mobilisations politiques à référent islamique », in Elizabeth Picard (Dir.), *La politique dans le monde arabe*, Armand Colin, Paris, 2006.

iranienne de 1979, mais aussi des guerres d'Afghanistan. Il est aussi vrai que l'islam politique a pris à un moment le relais – en termes de radicalité du discours anti-impérialiste – de mouvements de gauche qui s'imposaient comme des forces incontournables au sein du mouvement national palestinien : le tiers-mondisme révolutionnaire des années 1960 et 1970 était éloigné de toute dimension religieuse. À la suite de la défaite arabe de 1967 face à Israël, de jeunes Palestiniens se radicalisent à gauche. Le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) se réclame alors du marxisme-léninisme. Le Fatah s'inspire du modèle vietnamien de libération nationale. D'islam, il est à une époque en apparence peu question.

Entre nationalisme et religion : des rapports complexes

Cependant, la montée progressive de courants islamistes au sein du mouvement national palestinien à partir des années 1980 ne se résume pas à un « *tout religieux* », et il faut se garder de toute vision linéaire de l'histoire : il n'est pas certain qu'un nationalisme religieux se soit simplement substitué dans le temps à un nationalisme séculier en Palestine, séparant le religieux du politique. Déjà, en décembre 1931, le Congrès musulman de Jérusalem réunit, autour du mufti palestinien Hajj Amin al-Husseini (1895-1974), de nombreuses personnalités politiques et religieuses du monde arabe afin de défendre le caractère islamique de la Palestine sous mandat britannique. Le fondateur du Parti populaire algérien (PPA), Messali Hadj (1898-1974), ainsi que l'un des pères du nationalisme tunisien, fondateur du parti Destour, Abdel Aziz Thaalbi (1876-1944), participent à ce congrès. En octobre 1935, le Cheikh Ezzedine al-Qassam meurt sous les balles britanniques, non loin de la ville de Jénine : né en Syrie en 1871, ancien élève de la prestigieuse université d'al-Azhar, au Caire, il symbolise l'alliance à l'époque entre un nationalisme palestinien émergent et les idées panislamiques.

Les concepts de nationalisme religieux et de nationalisme séculier – ou laïc – pour analyser l'histoire la plus contemporaine du mouvement national palestinien ne pourraient aboutir qu'à des impasses. Pour un mouvement comme le Fatah, qui n'est pas islamiste, l'islam demeure pourtant une référence centrale : dans un contexte d'occupation et de colonisation, l'islam demeure pour le Fatah une « *ressource morale*⁴ », fondé sur un « *sens commun éthico-politique et populaire*⁵ ». Si l'islam s'intègre si parfaitement au phrasé nationaliste du Fatah, c'est aussi que la religion est un « *mécanisme de défense*⁶ » évident pour des populations soumises à l'occupation

⁴ Fabien Truong, *Loyautés radicales. L'islam et les mauvais garçons de la nation*, Editions La Découverte, Paris, 2017, p 21.

⁵ André Tosel, *Le Marxisme du XXème siècle*, Editions Syllepse, Paris, 2009, pp 128-138.

⁶ Matthieu Renault, « Damnations. Des usages de la religion chez Frantz Fanon », *Revue Théorèmes. Enjeux des approches empiriques de la religion*, Association de la revue Théorèmes, 2013, en ligne : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00935236>

israélienne – ou à l'exil. Pour le Hamas, l'affaire est différente : inspiré de la doctrine des Frères musulmans, son horizon fondateur, moins que la libération de la Palestine, était à l'origine celui d'une pure société islamique. Avec le temps, le Hamas est devenu pragmatique : c'est le nationalisme qui est venu tempérer son islamisme. Si le Fatah témoigne d'un nationalisme islamisé, le Hamas témoigne d'un islamisme nationalisé. Le Mouvement du Jihad islamique en Palestine offre un troisième exemple quant à l'articulation entre nationalisme et religion en Palestine. Pour le MJIP, l'objectif d'un État islamique en Palestine semble secondaire. Son islam est à ce point nationalisé qu'il apparaît comme un moyen – moins qu'un but – en vue de la « libération » d'un territoire : c'est un mouvement islamo-nationaliste.

Les trois cas étudiés – le Fatah, le Hamas et le Mouvement du Jihad islamique en Palestine – renvoient donc à des usages distincts du religieux et du politique en Palestine : le premier est un nationalisme islamisé, le second est un islamisme nationalisé, le troisième est un islamo-nationalisme. Cependant, dans les trois cas, une question se pose : est-ce le religieux qui surdétermine le nationalisme, ou, au contraire, est-ce le nationalisme qui surdétermine le religieux ? Le secret du nationalisme palestinien est-il l'islam, ou, au contraire, le secret du religieux est-il le nationalisme ?

Le Fatah, ou le nationalisme islamisé

Le Fatah ne fut jamais un mouvement islamiste. Opposé au Hamas depuis l'année 1987 – date de la fondation du Mouvement de la résistance islamique – il réprime même violemment la formation islamiste au cours des années 1990. Le politique n'est pourtant pas binaire, et ne divise pas « *laïcs* » et « *islamistes* » : être opposé à un mouvement islamiste ne signifie en aucun cas n'avoir qu'un rapport d'étrangeté au fait religieux. L'ancien président palestinien, Yasser Arafat, se donna des origines hiérosolymitaines, et souhaita se faire enterrer à Jérusalem – les Israéliens s'y opposèrent en 2004. Sa volonté relève de l'évidence : Le Dôme du rocher, qui surplombe le troisième lieu saint de l'islam, a depuis longtemps intégré l'imaginaire national palestinien. Sous sa présidence, depuis janvier 1996, la symbolique de Jérusalem gagne en importance : la colonisation israélienne de sa partie arabe s'accroît. En septembre 1996, les Israéliens percent un tunnel non loin des lieux saints musulmans : pour la première fois, en Cisjordanie, des policiers palestiniens affrontent les forces armées israéliennes. La visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des Mosquées en septembre 2000 renforce la symbolique d'une Jérusalem arabe et islamique attaquée : la seconde Intifada est celle de Jérusalem – et Yasser Arafat la soutient.

Les politiques islamiques du Fatah

Pour le Fatah, la question islamique est une problématique ancienne. Certains de ses membres fondateurs étaient proches des Frères musulmans : ainsi de Khalil al-Wazir (Abou Jihad), numéro deux de l'OLP, assassiné par les Israéliens en avril 1988 à Tunis. Dans les années 1950, de jeunes Frères musulmans palestiniens se détournent de la confrérie : la Palestine n'attend ni les États arabes, ni un utopique État islamique transnational, ni une islamisation de la société par le bas prônée par les Frères musulmans. En 1979, le Fatah est fasciné par la révolution iranienne. Il n'adhère pas au dogme chiite, mais il voit dans le soulèvement iranien une occasion historique : Téhéran ferme son ambassade israélienne, et la donne à l'OLP. Yasser Arafat se rend à Téhéran le 17 février 1979. Il est accompagné par 59 délégués de l'OLP. *L'Unité* (al-Wahda), une publication proche d'une tendance maoïste du Fatah, affiche l'image d'un Yasser Arafat prenant dans ses bras l'Ayatollah Khomeyni (1902-1989), et titre : « *la rencontre des deux révolutions* » (*Liqā' al-Tahwratein*)⁷. Au début des années 1980, la même tendance maoïste du Fatah se convertit à l'islam politique : sous les effets de la révolution iranienne, les jeunes gauchistes de la Brigade étudiante fondée en 1973 fondent les Brigades du Jihad islamique (Saja, Saraya al-Jihad al-islami). Organiquement membres du Fatah, elles collaborent avec Abou Jihad, et lancent de sévères attaques contre les troupes israéliennes dans les Territoires occupés dans la première moitié des années 1980⁸.

En août 1989, le Fatah réunit son cinquième congrès à Tunis. Les congressistes appellent à « *l'établissement d'un État palestinien arabe et démocratique, dans lequel vivent musulmans, chrétiens et juifs avec des droits et obligations égaux* ». La perspective n'est pas celle d'un État islamique : mais la religion n'est pas évacuée d'un « *combat pour la libération de la Palestine qui est une obligation arabe et religieuse*⁹ ». La Loi fondamentale palestinienne du 29 mai 2002 précise dans son article 4 que l'islam est « *la religion officielle de la Palestine*¹⁰ ». Le respect de toutes les autres religions monothéistes est garanti. Les principes de la *charia* sont la principale source du droit. À partir de septembre 2000, le Fatah entre de plain-pied dans la seconde Intifada. Sa rhétorique est tout autant nationaliste que religieuse. Sa branche armée, les Brigades des Martyrs d'al-Aqsa (BMA), ont un drapeau : il affiche le Dôme du rocher à Jérusalem, cerclé de deux kalachnikovs.

⁷ *Al-Wahda. Sawt al-Mudafi' in 'an al-Watan wa-l-Muqawama* (L'Unité. La voix des défenseurs de la patrie et de la résistance), numéro daté du 24 février 1979, archives personnelles de l'auteur.

⁸ Muin al-Taher, « *Min Malamih al-Sumud fi-Lubnan ila I'da al-Ta'assis fi-Filastin* » (Des caractéristiques de la résistance au Liban à la refondation en Palestine), Entretien avec Elias Khoury et Michel Nawfel, *Majalla al-Dirasat al-filistiniya* (Revue d'études palestiniennes), N 94, Beyrouth, Printemps 2013.

⁹ Fatah, *Qararat al-Mu'atamar al-'am al-Khamis li-Harakat al-Tahrir al-watani al-filistini Fatah* (Décisions du cinquième congrès général du Fatah), 8 août 1989, archives personnelles de l'auteur.

¹⁰ Loi fondamentale palestinienne, 29 mai 2002, en ligne, <https://www.palestinianbasiclaw.org/basic-law/2002-basic-law>

Un usage anticolonial du religieux

En 1970, un observateur dans les camps de réfugiés palestiniens de Jordanie notait : « *L'originalité du Fatah (...) c'est justement d'avoir refusé de s'appeler Parti ou Front. C'est de dire à un musulman : N'abandonne pas tes idées, quitte seulement ton organisation, et rejoins nos rangs. Le Fatah n'a pas besoin d'être marxiste en parole, car il est révolutionnaire dans les faits*¹¹ ». Cet observateur se nommait... Jean-Luc Godard. En utilisant l'adjectif « *musulman* », et en se défiant des « *marxistes en parole* », le réalisateur français *d'A bout de souffle*, pourtant à l'époque idéologiquement formaté – par le maoïsme – saisissait avec une certaine avance un élément central pour comprendre le Fatah : cette formation s'est toujours adressée à une population qu'elle considéra comme majoritairement musulmane – et croyante.

Pour les principaux dirigeants du Fatah, l'islam ne fut en effet jamais ignoré : la religion oriente la pratique et le quotidien d'une population majoritairement composée de réfugiés. En l'absence d'État, en manque de souveraineté, les Palestiniens peuvent aussi s'orienter sur cette « *nationalité chimérique*¹² » qu'offre le religieux : la colonisation israélienne est matérielle et territoriale. Or, le religieux offre un espace idéal qu'il est difficile de conquérir. Si le Fatah adapte son nationalisme à l'islam, si son nationalisme est islamisé, c'est aussi qu'il a un usage anticolonial du religieux. Cependant, la composante chrétienne de la population palestinienne, la forte influence des idéaux tiers-mondistes et socialisants des années 1960 et 1970 sur le mouvement national palestinien, tout comme la nécessité pour Yasser Arafat de composer avec des puissances régionales et internationales diverses – régimes nationalistes arabes égyptiens et syriens, puissances occidentales, Union soviétique, et même Israël – obligèrent le Fatah à toujours osciller entre cet usage anticolonial du religieux – et de l'islam – et l'horizon d'un État palestinien qui ne serait pas islamique – ou islamiste. Le Fatah a acclimaté le nationalisme à l'islam. Le Hamas opère un mouvement inverse : il acclimate l'islam au nationalisme.

Le Hamas, ou l'islam nationalisé

Dans son ouvrage portant sur le Hamas dans la bande de Gaza, le politiste Björn Brenner distingue deux modèles de gouvernement islamique : « *islamo-théocratique* »

¹¹ Jean-Luc Godard, « Depuis l'invention de la photographie, l'impérialisme a fait des films pour empêcher ceux qu'il opprimait d'en faire », Revue *Période*, 28 mai 2018, en ligne, <http://revueperiode.net/depuis-linvention-de-la-photographie-limperalisme-a-fait-des-films-pour-empêcher-ceux-quil-opprimait-den-faire/>

¹² Karl Marx, *La question juive*, 1843, en ligne : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1843/00/km18430001c.htm>

et « *démocratique-islamique*¹³ ». Il décrit la gouvernance du Hamas comme étant à la lisière de ces deux modèles, s'orientant cependant plus sur le second que sur le premier. Il prend acte d'une politique islamiste dans la bande de Gaza qui, avec le temps, s'est acclimatée à son environnement : le Hamas n'a pas pu imposer totalement sa vision de l'islam à la bande de Gaza. Il a dû composer avec des institutions (l'Autorité nationale palestinienne, le Conseil législatif palestinien) et des lois héritées des accords d'Oslo entre les Palestiniens et Israël (septembre 1993) – soit assumer l'héritage paradoxal du Fatah. En matière de justice, c'est moins la *charia* qui règne qu'une acceptation progressive de lois coutumières propres à la bande de Gaza. Cette forte capacité du Hamas à réorienter son idéologie première est également au cœur de l'analyse de Leila Seurat sur la politique étrangère du Hamas : si certains voient dans l'idéologie du Hamas « *l'origine et le fondement même de ses comportements politiques* », l'auteur décrit en l'occurrence l'organisation comme apte « *à redéfinir son idéologie pour la faire correspondre à ses intérêts*¹⁴ ».

De la pure société islamique à la théorie de l'État-Nation

Il en va peut-être de même avec le nationalisme palestinien : avec le temps, le Hamas a intégré le nationalisme à son idéologie. Mais il a fallu du temps pour que le nationalisme se greffe sur l'islamisme des Frères. À l'origine, ces derniers sont tout à fait étrangers à la thématique nationaliste. Ils n'intègrent pas l'OLP, fondée en 1964. En 1974, le Cheikh Ahmed Yacine fonde le Complexe islamique (*al-Mujama' al-islami*) dans la bande de Gaza : les Frères musulmans ne se consacrent qu'à la prédication, à l'éducation des âmes et aux activités caritatives. Dans les années 1970, ils sont moins opposés à Israël qu'à l'OLP – et à une gauche considérée comme « *infidèle* ». Les Frères palestiniens se calquent sur les Frères égyptiens : l'ennemi principal n'est pas l'armée israélienne, mais le régime égyptien des présidents Gamal Abdel Nasser (1918-1970) et Anouar al-Sadate (1918-1981). En Cisjordanie, ils entretiennent de bonnes relations avec la Monarchie jordanienne, et sont sous la coupe de la branche jordanienne de la Confrérie.

Jusqu'au milieu des années 1980, les Frères musulmans ne sont donc pas des nationalistes religieux : ils ne sont tout simplement pas nationalistes du tout. Les revendications de l'OLP sont territoriales : les Frères ne croient pas dans l'État-nation. Leur vision idéologique est autant téléologique que linéaire : la libération de la Palestine doit être précédée d'une islamisation des âmes, par le bas, qui doit être suivie par la fondation d'un hypothétique État islamique transnational. Ce n'est qu'au milieu des années 1980 qu'ils deviennent plus sensibles à la thématique nationaliste. Il faut y voir l'effet, premièrement, d'une radicalisation de certains de leurs jeunes

¹³ Björn Brenner, *Gaza Under Hamas : From Islamic Democracy to Islamist Governance*, Foreword by Magnus Ranstorp, IB Tauris Publishers, London, 2017, p 15.

¹⁴ Leila Seurat, *Le Hamas et le monde (2006-2015). La politique étrangère du mouvement islamiste*, Préface de Bertrand Badie, CNRS Editions, Paris, 2015, pp 30-37.

membres à partir de 1979 : les fondateurs du futur Jihad islamique palestinien quittent la maison-mère des Frères, et souhaitent voir émerger un nationalisme palestinien aux couleurs de l'islam. Deuxièmement, à la suite du retrait palestinien de Beyrouth à l'été 1982, l'OLP désire rapatrier une partie de ses activités politiques et militaires dans les Territoires occupés de Gaza et de Cisjordanie. Troisièmement, une série de soulèvements populaires enflamment les Territoires occupés tout au long des années 1985 et 1986, préparant la première Intifada de décembre 1987.

C'est à cette date que les Frères musulmans se dotent d'une branche politique et militaire : le Hamas. La première Charte du mouvement fait de « *l'islam sa règle de vie, et cherche à planter l'étendard de Dieu sur toute parcelle de la Palestine* ». Il n'y a pas encore de mention d'un « *État palestinien* ». Mais pour la première fois, les Frères se définissent comme « *un mouvement palestinien spécifique*¹⁵ », et non plus comme une partie d'un mouvement religieux transnational. En 2015, un intellectuel proche du Hamas, Mohsen Saleh, le décrit comme « *un mouvement de libération nationale sous guidance islamique* ». Il rappelle la nouvelle doctrine du Hamas en matière d'État : le Hamas ne vise pas l'établissement d'un « *État religieux théocratique* », mais d'un « *État civil*¹⁶ (*Dawla Madaniya*) *sous guidance islamique*¹⁷ ».

La Charte du Hamas de 2017 – document qui remplace celle de 1987 – voit nationalisme et religion se conjuguer : si la Palestine en tant que terre est considérée comme « *arabe et islamique* », les Palestiniens en l'occurrence constituent un « *peuple composé de tous les Palestiniens, indépendamment de leur religion* ». La même charte reconnaît par ailleurs la légitimité de l'Organisation de libération de la Palestine – dont le Hamas n'est pourtant pas membre. L'objectif du Hamas est « *la libération de la Palestine* » et la fondation d'un État « *avec des institutions nationales* » construites sur « *des principes démocratiques solides*¹⁸ ». Il ne s'agit donc plus de fonder un hypothétique État islamique transnational, ni de prétendre à un modèle théocratique, ni même d'islamiser la société par le bas, comme lors des années 1970 et 1980 : le Hamas a intégré à l'islamisme les principes constitutifs du nationalisme palestinien – il envisage même la possibilité d'accepter les frontières de 1967 entre les Territoires occupés et Israël comme la base d'un futur État palestinien.

¹⁵ Jean-François Legrain, *Les voix du soulèvement palestinien. 1987-1988*, Cedej, Le Caire, 1991, en ligne, <http://iremam.cnrs.fr/legrain/voix00.htm>

¹⁶ Dans certains pays du monde arabe, le concept d'état-civil a été élaboré ces dernières années pour satisfaire tout à la fois les islamistes et les laïcs : l'Etat n'est pas défini comme religieux, ou islamique, pas plus qu'il n'est défini comme laïc ou séculier. La constitution tunisienne de 2014 précise dans son article deux que la Tunisie est un Etat civil.

¹⁷ Mohsen Saleh, *Harakat al-Muqawama al-islamiya (Hamas). Al-Fikr al-siyasi wa-l-Tajriba* (Le Mouvement de la résistance islamique. Pensée politique et expérience), Markaz al-Zeytouna, Beyrouth, 2015, pp 64-73.

¹⁸ « Résistance islamique : un document sur les principes généraux et les politiques du mouvement Hamas », version française, mai 2017, en ligne : <http://www.chroniquepalestine.com/charte-mouvement-hamas-version-francaise/>

L'État-Nation est devenu son idéal régulateur. Avec le temps, son islamisme s'est nationalisé. Cela n'en fait pas un mouvement sécularisé, ou sorti du religieux : formation conservatrice – mais le Fatah l'est aussi – il tempère néanmoins son islam politique en faisant de la fondation d'un État sur un territoire donné sa nouvelle raison d'être. Il est sorti du pur religieux par la nationalisation de l'islamisme.

Le Mouvement du Jihad islamique en Palestine : un islamo-nationalisme

Le Jihad islamique palestinien naît à la fin des années 1970 de deux protestations : une protestation contre les Frères musulmans, et une protestation contre l'OLP. Aux premiers, les membres fondateurs du futur MJIP reprochent d'avoir abandonné, depuis 1948, le terrain nationaliste et l'opposition à Israël. À la seconde, ils reprochent de ne pas avoir un socle islamique assez solide. Si le Fatah a islamisé son nationalisme, et si le Hamas a dû nationaliser son islamisme, le MJIP part d'une tout autre prémisse : islamisme et nationalisme sont intrinsèquement liés. Le Fatah et le Hamas ont superposé islam et nationalisme au fur et à mesure de leurs évolutions respectives : le Jihad islamique les a corrélés d'emblée, en un islamo-nationalisme singulier.

Entre islam et nationalisme : le parcours de Fathi Shiqaqi

Le Mouvement du Jihad islamique en Palestine est un nom choisi tardivement, lors de son premier congrès de 1992. Auparavant, il y a une longue gestation, inséparable de sa figure tutélaire : Fathi Shiqaqi (1951-1995). Intellectuel et pamphlétaire critique de l'Organisation de libération de la Palestine et des Frères musulmans, militant à la lisière du nationalisme et de l'islamisme, il fut également fasciné par l'expérience de la révolution iranienne de 1979.

Fathi Shiqaqi quitte la bande de Gaza pour l'Université de Zaqaziq, en Égypte, en 1974. Il tire sa première inspiration intellectuelle des Frères musulmans. Un fossé se creuse néanmoins entre Fathi Shiqaqi et la confrérie : il est intellectuel et politique. Depuis 1976, Shiqaqi dirige les Avant-gardes islamiques (*Al-Tala'i al-islamiya*). De jeunes étudiants palestiniens réunis autour de Fathi Shiqaqi ont certes soif d'islam. Mais ils ont également le regard tourné vers l'occupation israélienne, et rêvent de libération. Or, depuis 1948, les Frères musulmans palestiniens sont sortis du politique : pour eux, seule compte la réislamisation de la société palestinienne. Le nationalisme palestinien leur est étranger. Les Frères sont également opposés à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et au Fatah. Pour Fathi Shiqaqi, il y a là une contradiction à surmonter. Aux Frères musulmans, il manquerait le

nationalisme de libération. À l'OLP, la dimension islamique. L'idée du Jihad islamique est née, entre islam et nationalisme.

Il faut attendre 1979 et le coup de tonnerre de la révolution iranienne pour que la rupture avec les Frères musulmans se dessine. Fathi Shiqaqi voit dans la prédication de l'Ayatollah Khomeyni la promesse nouvelle de rendre compatible l'islam politique et l'anti-impérialisme. En février 1979, il rédige un opuscule : *Khomeyni, la solution islamique et l'alternative*¹⁹. L'ouvrage est dénoncé par les Frères musulmans, qui y voient une apologie du chiisme. Fathi Shiqaqi est alors exclu de la confrérie. En 1981, il rejoint la bande de Gaza : les Avant-gardes islamiques changent de nom : le Courant islamique révolutionnaire (*al-Tayar al-Thawri al-islami*) est né. Ses activistes sont régulièrement incarcérés par les Israéliens. Mais dans les prisons israéliennes, les militants du Courant islamique révolutionnaire côtoient ceux des nationalistes du Fatah, ou des marxistes du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP). Certains d'entre eux sont séduits par l'idée d'un islam politique à vocation nationaliste. Peu à peu, le succès des idées de Fathi Shiqaqi dans la jeunesse palestinienne oblige les Frères musulmans à réviser leurs fondements doctrinaux, et à s'engager dans le combat nationaliste.

En 1988, les Israéliens l'expulsent vers le Liban. Il devient un commis voyageur de la cause palestinienne. Il peut désormais mieux coordonner le Jihad islamique naissant avec des États réfractaires à tout accord de paix avec Israël – l'Iran, la Syrie ou la Libye – ainsi qu'avec le Hezbollah libanais qui fait de plus en plus figure de modèle – au sud-Liban, la résistance militaire du parti chiite aux troupes israéliennes est de plus en plus efficace. Fathi Shiqaqi est assassiné par les services israéliens du Mossad, à Malte, le 26 octobre 1995, à Malte, après une vague d'attentats lancés en Israël par son mouvement.

Un islam à vocation nationaliste

Fathi Shiqaqi a imprimé sa marque sur un mouvement à la lisière du nationalisme et de l'islamisme. Encore aujourd'hui, le MJIP n'est allié ni au Hamas, ni au Fatah : il reproche aux deux formations d'avoir abandonné le combat nationaliste, de se concurrencer pour le pouvoir, et de se déchirer pour un très maigre butin depuis les élections législatives de 2006 que le Hamas a gagné – l'Autorité nationale palestinienne et le Conseil législatif palestinien sont à ses yeux encore moins que l'ombre d'un embryon d'État palestinien. Le MJIP n'accorde que très peu d'importance à la prédication islamique et au travail associatif et caritatif, contrairement au Hamas : pour lui, il n'y a de toute façon pas de société islamique

¹⁹ Fathi Shiqaqi, *Khomeyni : al-Hal al-islami wa-l-Badil* (Khomeyni : la solution islamique et l'alternative), al-Mukhtar al-islami, Le Caire, 1979.

possible, ni même d'islam réellement vécu, sous occupation. Toute l'énergie doit être tendue contre cette dernière.

Ainsi, le MJIP, mouvement islamiste, se retrouve le plus souvent dans la même tranchée politique que certains de ses adversaires idéologiques : il entretient des relations particulières avec la gauche palestinienne, notamment celle du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP). Il partage en effet avec la gauche une même critique du Fatah et du Hamas. Islamiste, il s'oppose dans la bande de Gaza aux salafistes, et à la prédication de l'organisation de l'État islamique (EI, Daech) : la perspective d'un État islamique transnational ne l'intéresse pas. Proche de l'Iran, ses membres ne sont néanmoins pas chiïtes : ils se revendiquent de la révolution iranienne de 1979 non pas parce qu'elle fut chiïte, mais sans doute plus parce que l'Ayatollah Khomeyni ferma l'ambassade d'Israël pour la donner à l'OLP. C'est la dimension anti-impérialiste de la révolution iranienne qui les fascine encore, moins que sa dimension chiïte. Enfin, en un trait singulier, le Jihad islamique palestinien ne définit dans aucun de ses textes une vision de l'État futur palestinien, ni en terme politique, institutionnel, ou économique : c'est une question tout à fait secondaire pour lui. Il ne parle pas « *d'État islamique* » en Palestine, car il ne parle même pas d'État, seulement de libération d'un territoire national. « *L'islam comme base, le Jihad comme moyen, et la libération de la Palestine comme but* » (*al-islam ka-Mantiq, al-Jihad ka-Wasila, wa Filistin ka-Hadaf li-l-Tahrir*)²⁰ : le credo du Jihad islamique est bien singulier, renversant les termes du débat. Si son nationalisme est religieux, c'est moins peut-être le nationalisme qui vient servir le religieux que le religieux qui vient servir le nationalisme.

Primauté du national et du territorial sur le religieux

Nationalisme et religion : dans le champ politique palestinien, trois figures se dessinent. La première est portée par le Fatah : se définissant comme une organisation tout entière orientée vers la libération de la Palestine, ses fondateurs – au premier rang desquels Yasser Arafat- acclimatèrent le nationalisme à l'islam. Le résultat n'en est pas un nationalisme islamique : plutôt un nationalisme islamisé, et un nationalisme conservateur. La seconde figure est portée par le Hamas : les Frères musulmans ont dû, avec le temps, repenser le rapport de l'islam politique avec la question nationale. Ils ont nationalisé leur islamisme. Le Jihad islamique palestinien part d'une autre prémisse : en critiquant d'emblée les Frères musulmans et le Fatah, ils se sont voulus islamo-nationalistes. Ils n'ont pas eu à évoluer avec le temps, ni à acclimater le nationalisme à l'islam, ou l'islam au nationalisme : ils ont débuté ce mouvement dès leur origine.

²⁰ Mohsen Saleh, *Dirasat manhajiya fi-l-Qadiya al-filistiniya* (Etudes directrices sur la question palestinienne), Markaz al-'lam al-'arabi, Beyrouth, 2003, p 48.

Pour le Fatah, le religieux vient renforcer le nationalisme, selon une logique instrumentale. Pour le Hamas, le nationalisme réoriente le religieux, selon une logique pragmatique. Pour le Jihad islamique, l'affaire est différente : le religieux et le nationalisme sont liés d'emblée. Dans les trois cas, pourtant, il y a un élément commun : ces trois mouvements se revendiquent d'une logique territoriale et nationale. Ils n'ont en effet plus aucun horizon transnational. La nation à venir surdétermine le sacré. En Palestine, ce n'est pas le religieux qui est le secret du nationalisme, mais bien le nationalisme qui est devenu le secret du religieux.

Bibliographie

Wissam Alhaj, Nicolas Dot-Pouillard et Eugénie Rébillard, *De la théologie à la libération. Histoire du Jihad islamique palestinien*, Préface d'Olivier Roy, La Découverte, Paris, 2013

Muin al-Taher, « Min Malamih al-Sumud fi-Lubnan ila I'da al-Ta'assis fi-Filastin » (Des caractéristiques de la résistance au Liban à la refondation en Palestine), Entretien avec Elias Khoury et Michel Nawfel, *Majalla al-Dirasat al-filistiniya* (Revue d'études palestiniennes), N 94, Beyrouth, Printemps 2013

Björn Brenner, *Gaza Under Hamas : From Islamic Democracy to Islamist Governance*, Foreword by Magnus Ranstorp, IB Tauris Publishers, London, 2017

François Burgat, « Les mobilisations politiques à référent islamique », in Elizabeth Picard (dir.), *La politique dans le monde arabe*, Armand Colin, Paris, 2006

Fatah, *Qararat al-Mu'atamar al-'am al-Khamis li-Harakat al-Tahrir al-watani al-filistini Fatah (Décisions du cinquième congrès général du Fatah)*, 8 août 1989

Jean-Luc Godard, « Depuis l'invention de la photographie, l'impérialisme a fait des films pour empêcher ceux qu'il opprimait d'en faire », Revue *Période*, 28 mai 2018,

en ligne, <http://revueperiode.net/depuis-linvention-de-la-photographie-limperialisme-a-fait-des-films-pour-empêcher-ceux-qu'il-opprimait-den-faire/>

Jean-François Legrain, *Les voix du soulèvement palestinien. 1987-1988*, Cedej, Le Caire, 1991, en ligne, <http://iremam.cnrs.fr/legrain/voix00.htm>

Loi fondamentale palestinienne, 29 mai 2002, en ligne, <https://www.palestinianbasiclaw.org/basic-law/2002-basic-law>

Karl Marx, *La question juive*, 1843, en ligne : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1843/00/km18430001c.htm>

Matthieu Renault, « Damnations. Des usages de la religion chez Frantz Fanon », *Revue Théorèmes. Enjeux des approches empiriques de la religion*, Association de la revue Théorèmes, 2013, en ligne : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00935236>

« Résistance islamique : un document sur les principes généraux et les politiques du mouvement Hamas », version française, mai 2017, en ligne : <http://www.chroniquepalestine.com/charte-mouvement-hamas-version-francaise/>

Mohsen Saleh, *Dirasat manhajiya fi-l-Qadiya al-filistiniya* (Etudes directrices sur la question palestinienne), Markaz al-I'lam al-'arabi, Beyrouth, 2003

Mohsen Saleh, *Harakat al-Muqawama al-islamiya (Hamas). Al-Fikr al-siyasi wa-l-Tajriba* (Le Mouvement de la résistance islamique. Pensée politique et expérience), Markaz al-Zeytouna, Beyrouth, 2015

Fathi Shiqaqi, *Khomeyni : al-Hal al-islami wa-l-Badil* (Khomeyni : la solution islamique et l'alternative), al-Mukhtar al-islami, Le Caire, 1979

Leila Seurat, *Le Hamas et le monde (2006-2015). La politique étrangère du mouvement islamiste*, Préface de Bertrand Badie, CNRS Éditions, Paris, 2015

André Tosel, *Le Marxisme du XX^e siècle*, Éditions Syllepse, Paris, 2009

Fabien Truong, *Loyautés radicales. L'islam et les mauvais garçons de la nation*, Éditions La Découverte, Paris, 2017